

JOURNAL DU DROIT INTERNATIONAL

paraissant tous les trois mois

FONDÉ EN 1874

par

EDOUARD CLUNET

CONTINUÉ DE 1923 à 1948

par

ANDRÉ-PRUDHOMME

Rédacteur en Chef :

BERTHOLD GOLDMAN

Professeur à la Faculté de Droit de Dijon

Publié avec le concours du

CENTRE NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

Sous le haut patronage de

- M. ANCEL, Conseiller à la Cour de Cassation.
 G. GIDEL, Professeur honoraire à la Faculté de Droit de Paris.
 P. LEPAULLE, Avocat à la Cour d'Appel de Paris.
 P. LOUIS-LUCAS, Professeur à la Faculté de Droit de Dijon, Doyen honoraire.
 M. MARTIN, Maître des Requêtes au Conseil d'Etat.
 J. MAURY, Doyen honoraire de la Faculté de Droit de Toulouse.
 J. MICHEL, Avocat à la Cour d'Appel de Paris.
 J. MIHURA, Conseiller à la Cour de Cassation.
 M. PICARD, Professeur à la Faculté de Droit de Paris.
 G. RIPERT, Membre de l'Institut, Ancien Doyen de la Faculté de Droit de Paris.
 P. ROUBIER, Professeur à la Faculté de Droit de Lyon.
 G. SCELLE, Professeur honoraire à la Faculté de Droit de Paris.

Abonnement annuel

Prix du numéro

France et Union française	4.000 fr.	1.000 fr.
Autres pays	5.000 fr.	1.500 fr.

EDITIONS TECHNIQUES S. A.

Distributeur général

131, Boulevard St-Germain

PARIS (VI^e)

1956

SOMMAIRE

1956 (83^e année). — 4^e livraison. — Octobre, Novembre, Décembre.

Doctrines.

- Conflits de méthodes en matière de conflits de lois, par Pierre Louis-Lucas 774
- La structure fédérative de l'Etat dans la jurisprudence canadienne en matière de Droit international public, par G. Piotrowski 824
- Les travaux de la Commission de Droit international privé au 6^e Congrès de l'Association Internationale des Juristes Démocrates, par R. Sarraute 886

Jurisprudence.

- Bulletin de jurisprudence luxembourgeoise, par F. LOESCH 898
- Cautionnement, nullité (944). — Commerçant, Union économique belgo-luxembourgeoise, Convention belgo-luxembourgeoise du 25 juillet 1921 (904). — Compétence, extranéité des parties (898), étranger, domicile de fait (898), Convention de La Haye du 12 juin 1902, domicile de fait (898), service étranger (908). — Convention belgo-luxembourgeoise du 25 juillet 1921 (V. Commerçants). — Convention de La Haye sur les conflits de lois en matière de mariage (V. Mariage). — Convention de La Haye du 12 juin 1902 (V. Compétence). — Divorce. Jugement étranger, reconnaissance (914), cause de — non prévue par la loi luxembourgeoise (914), transcription non obligatoire (914), époux de nationalité différente (914), (V. Exequatur). — Domicile (V. Compétence), (V. Etrangers). — Enfant mineur, demande de réintégration du domicile par le père, loi nationale applicable (932), père et enfant de nationalité américaine, mère luxembourgeoise, loi du père applicable (932). — Enfant naturel (V. Nationalité). — Etat et capacité des personnes (V. Exequatur). —

Etrangers, droit d'ester en justice (898), domicile de droit, qualification (898). — Etrangers (Condition des), (V. Commerce), (V. Compétence), (V. Hypothèque légale). — Exequatur, défendeur domicilié au Grand-Duché recevable à contester la compétence du tribunal étranger, nationalité irrelevante (950), état et capacité des personnes, autorité de la chose jugée (914), jugement français en matière commerciale (956), jugement provisoire, garde d'enfants pendant le divorce (952), (V. Divorce). — Femme mariée (V. Hypothèque légale). — Fonds monétaire international, arrêté français non contraire, ni à l'ordre public (956). — Guerre, état de —, traités internationaux (898), reprise des relations diplomatiques (898). — Hypothèque légale, femme mariée étrangère (938), immeubles situés dans le Grand-Duché (938), modalités de la loi compétente (938), revendication du droit d' —, conflit de lois, condition des étrangers (938). — Lois et arrêtés, traité international, rapports (904). — Loi étrangère, preuve (938). — Mariage, célébré à l'étranger, défaut de publications dans le Grand-Duché (926), formes, loi du lieu de célébration applicable, Convention de La Haye pour régler les conflits de lois en matière de mariage (926), (V. Nationalité). — Monnaie étrangère, contrôle des changes, infraction, loi d'intérêt général, nullité absolue (944), résident, étranger (944). — Nationalité, enfant naturel, mère allemande, père luxembourgeois ayant reconnu l'enfant, (922), mariage d'une Luxembourgeoise avec un étranger, effet rétroactif de la déclaration conservatoire de nationalité au jour du mariage (914), reconnaissance de paternité, enfant suivant la condition du père, preuve de la filiation selon le droit luxembourgeois (922). — Ordre public (V. Divorce), (V. Fonds monétaire international), (V. Nationalité), (V. Statut personnel). — Puissance paternelle, garde des enfants mineurs régie par loi étrangère, loi ne prévoyant pas la séparation de fait (932). — Référé, action tendant à faire respecter la puissance paternelle, compétence (932). — Statut personnel, action judiciaire en rele-

vant. loi nationale contraire à l'ordre public (932). — Traités internationaux, temporaires et provisoires (908), (V. Guerre). (V. Lois et arrêtés). — Union économique belgo-luxembourgeoise (V. Commerçant).

Bulletin de jurisprudence italienne, par G. BRULLIARD et L. CITARELLA 965

Adoption, ordre public, mesure étrangère (997). — Contrats et obligations, loi applicable, citoyens étrangers, obligations accessoires et principales (1001). — Divorce (V. Mariage). — Etrangers (Conditions des), jouissance des droits civils, réciprocité, défendeur italien (965). — Loi étrangère, preuve (964). — Mariage, civil contracté en Italie entre un Danois et une Italienne, divorce prononcé par le Roi de Danemark, efficacité (983), — concordataire, divorce prononcé à l'étranger (973), — religieux à l'étranger, efficacité (973), répudiation, Union soviétique, inadmissibilité en Italie (975).

Bulletin de jurisprudence française, par B. GOLDMAN 1008

Contrat international, clause or, date de conversion (1012). — Divorce (V. Exequatur). — Domicile (V. Filiation légitime). — Exequatur, divorce à l'étranger entre étrangers, compétence, domicile matrimonial, justification (1022), jugement étranger de divorce, décès de l'un des époux, pourvoi en cassation contre jugement d' — sans objet (1028). — Filiation légitime, désaveu de paternité, époux de nationalité différente, loi du domicile commun applicable (1008). — Loi étrangère, application d'office (1008). — Transports internationaux, C. I. M., cumul des indemnités pour retard et pour avaries (1016).

Documents.

UNESCO :

Accord du 2 juillet 1954 1040

ÉTABLISSEMENT ET NAVIGATION :

Convention d'établissement et de navigation du 16 février 1954	1054
--	------

RÉFUGIÉS :

Publication dans les territoires d'outre-mer et dans les territoires sous tutelle de la convention de Genève du 28 juillet 1951	1060
---	------

Bibliographie	1062
----------------------------	------

Tables générales 1956.

I. — Doctrine	1090
II. — Jurisprudence :	
A. — Table des bulletins et chroniques	1094
B. — Table chronologique	1094
C. — Table des noms des parties	1096
D. — Table analytique	1102
III. — Documents :	
A. — Table chronologique des documents	1132
B. — Table analytique des documents	1134
IV. — Bibliographie	1137